

print

Commemoration du Coup d'Etat militaire du 30 Septembre 1991

De [Thomas Peralte](#)

Global Research, octobre 01, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/commemoration-du-coup-detat-militaire-du-30-septembre-1991/5405632>

Ce mardi 30 Septembre 2014, en pleine exécution d'un nouveau complot politique contre l'ex-président Jean Bertrand Aristide, ramène le 23e anniversaire du Coup d'Etat militaire sanglant du 29-30 septembre 1991 contre le pouvoir populaire dirigé par l'ex-prêtre de Saint Jean Bosco. Ce coup d'Etat criminel est survenu 7 mois et 23 jours après la prestation de serment et l'installation du président Aristide au Palais national. Ce coup mit momentanément fin au rêve du peuple haïtien, incarné par l'idéal du 16 décembre 1990 : Justice, transparence et participation. Ce Coup d'Etat planifié par la CIA et la bourgeoisie haïtienne, béni par l'église catholique romaine puis exécuté par les ex-Forces Armées d'Haïti (FAD'H) a fait plus de 20 mille morts suivant les chiffres disponibles. Le général Raoul Cédras et l'officier autoproclamé colonel, Michel François affecté au service de l'antigang, devant lequel l'avocat et militant des droits humains, Yves Volel a été lâchement assassiné avec en mains la Constitution haïtienne de 1987 où il tentait de défendre une jeune victime, furent les principaux exécutant de ce coup.



Alina Sixto, une militante de longue date de Fanmi Lavalas, parlant aux manifestants à l'ONU le 26 septembre



Le député Walter Norzéus à l'ONU: « Jodi a Martelly traverse yon liy wouj »

Selon certains témoins, le coup d'Etat du 29-30 septembre 1991 était le plus meurtrier que l'histoire de ce pays a connu. Tout en voulant réussir à tout prix ce coup, les militaires ont mis en place des machines de la mort, sillonnant les rues de la capitale dont un Rocky rouge rempli d'hommes lourdement armés. Les soldats avaient reçu l'ordre formel d'ouvrir le feu sur tout le monde partout il s'en trouvait. Le président Aristide fut envoyé en exil où il a passé 3 ans 15 jours. Il était de retour le 15 octobre 1994. Le 30 septembre 1991 reste et restera le jour le plus macabre de l'histoire du peuple haïtien.

A Cité Soleil, l'un des plus grandes bidonvilles de la capitale avec plus de 400 mille habitants, des partisans du président Aristide furent tués et jetés sur des piles d'immondices, dévorés par des chiens et des porcs au vu au de su de tout le monde. Ce fut la violence généralisée dans le pays. Témoin de cette scène de violence généralisée, le Dr. Frantz Large raconte ce qu'il a vu, entendu et observé. : « Il est évidemment absurde de vouloir comptabiliser le nombre des victimes du 30 septembre et de ses suites. Je peux dire ce dont j'ai été témoin. Le 30 septembre Je me suis rendu à pied de ma résidence de Thomassin 32 à l' HUEH pour y remplir mon devoir de médecin

En route, j'ai vu passer un camion contenant des militaires ainsi que des jeunes gens qui avaient l'air de Dominicains TIRER sur les passants. Devant l'HUEH des militaires tiraient sur ceux blessés ou autres qui essayaient de se rendre à l'HUEH. A l'hôpital c'était le délire ; le service d'urgence était débordé. A la SOP des militaires firent irruption à la salle d'habillage brandissant leurs armes pour nous intimider en réclamant qu'on leur livre tous les "lavalasse" blessés. Faute d'espace les patients étaient étendus sur la cour de l'hôpital.

Je n'oublierai pas le dévouement des médecins et je me souviendrai toujours du Dr Télémaque venu à moto à l'HUEH courant en tous sens et opérant à bras le corps pour tenter d'arracher à la mort quelques malheureux. En mi-journée je me suis rendu au QG des FADH où le général Raoul Cedras tenait une conférence de presse. Lorsque l'officier déclara que l'armée avait dû tirer sur des terroristes, je rétorquai "Faux vous avez tiré sur des civils innocents" Et quand on demanda ce qui m'autorisait à le dire je répliquai : parce que j'y étais ! Roosevelt Jean-Francois me tira alors par la chemise pour me faire discrètement sortir.

J'offris ensuite mes services gratuits à la MICIVI pour soigner les victimes des tortures. Et là des documents grâce au Ciel nous en avons ! Je sais que l'histoire d'Haïti est à chaque page embuée de sang innocent et qu'un crime ne saurait en absoudre un autre, mais rien n'autorise à insulter la mémoire des martyrs du 30 septembre et de ses suites. Ce n'est pas non plus de cette manière que l'on parviendra à la réconciliation nationale »!



De gauche à droite: le Pasteur Philius Nicolas, le Président Michel Martelly, et le Premier Ministre Laurent Lamothe à l'église Croisade Evangélique des Pêcheurs d'Hommes à Brooklyn



Martelly s'en est pris à ses détracteurs et a vanté ses réalisations supposées pendant une heure et 12 minutes à l'église du Pasteur Nicolas

Selon d'autres observateurs avisés : « Même avant l'investiture du nouveau président les événements prenaient une tournure tragique. En effet, le 7 Janvier 1991 Haïti se réveillera dans le chaos. Roger Lafontant , chef de l'U.R.N(union pour la réconciliation nationale) , avec la complicité de l'armée,(ici , il convient de préciser que le haut-commandement, (le général Hérard Habraham) de l'armée a réfuté l'idée du coup d'État du 7 janvier 1991) a pris d'assaut le palais présidentiel. Encore une fois la situation devient chaotique. Vers 10h p.m Roger Lafontant a pris d'assaut la télévision pour y faire son discours. La masse populaire, en apprenant la nouvelle envahit les rues de la Capitale, des barricades ont été érigées, des maisons enflammées, des macoutes décapités, devant la révolte et l'indignation de la population, les forces armées d'Haïti (FAD'H) et la C.I.A furent obligées de reculer. L'implication de la petite bourgeoisie dans le coup laisse le nouveau président perplexe, et cela ne fait qu'augmenter sa haine envers elle. Cet évènement était le commencement du putsch de 1991.

Le président élu entra en fonction le 7 février 1991, comme prévu, il augmenta le salaire minimum de 133%. Il mena une lutte sans pitié contre la corruption, il amorça l'assainissement des entreprises publiques. Il s'est entouré de ceux qui défendent les intérêts de la bourgeoisie. Il obligea les grands commerçants à payer leur impôt. Il prometta la justice sociale dans les prochaines années. Le coût de la vie a baissé. Les conditions des plus pauvres commençaient à s'améliorer. Bref, il prit une série de mesures qui contredisaient les [intérêts] d'une bourgeoisie assoiffée de privilèges et d'un "impérialisme" assoiffé de domination (les Etats-Unis). Toutes ces dites mesures économiques et sociales ne firent qu'augmenter le mécontentement de la bourgeoisie et lui inspirèrent le renversement du régime.

Le 1er mai, à l'occasion de la fête du travail, le président prononça un discours sans précédent dans lequel il réaffirma son attachement aux masses populaires. Il dénonça l'exploitation de ces masses, et les incita à embêter les bourgeois dans la jouissance de leurs biens. Il mit l'accent sur le Père "Lebrun", technique qui consiste à brûler des humains vivants, en le qualifiant de "l'arme populaire" et "la défense des pauvres". (Ici, il convient de préciser que c'est mon interprétation du discours, interprétation de la majorité de la population d'ailleurs, peut être que le président voulait véhiculer un autre message). Cette fois-ci c'en était trop. La bourgeoisie décida de renverser le gouvernement. Elle et la C.I. Commencèrent les pressions sur l'ancien General de l'armée Hérard Abraham. Refusant d'encaisser une autre effusion de sang le General réfuta l'idée. Mais sous la pression de la bourgeoisie il démissionna quelques semaines après. Le président Aristide nomma le General Raoul Cedras pour le remplacer. Le général entra en fonction.(Ici, il convient de préciser que le gouvernement Lavalas avait nommé Raoul Cédras , sous la menace des Etats-Unis de réduire les aides Economiques, Car le General Cedras était un agent de la C.I.A depuis 1986). Le gouvernement accepta le compromis car il sous-estimait la capacité de l'armée. Il n'appréhendait pas un coup de force de si tôt. Dans les prochains mois, il prévoyait de séparer l'armée de la police ce qui permettrait de réduire leur capacité d'agir. Mais malheureusement ce plan a été mis en déroute par la bourgeoisie. Quelques jours avant le jour fatal des rumeurs de "coup d'Etat" couraient dans la capitale. Le président Aristide a encore raté une chance de faire avorter le coup en restant indifférent devant cette rumeur.

Le coup d'Etat du 30 septembre 1991 n'était pas seulement le résultat de la frustration d'une bourgeoisie. Elle était aussi le résultat d'une armée frustrée et inquiète. En effet, le plan du gouvernement Aristide-Préval pour les forces armées d'Haïti était clair. Ce plan prévoyait:1) la séparation de l'armée et de la police; 2) la modernisation de l'armée; 3) sa décentralisation vers les zones

frontalières; 3) le désarmement complet de l'armée; et une purification de l'armée des éléments corrompus. Tous les éléments des forces armées, contestèrent le plan. Après tant d'années de leur présence sur le devant de la scène politique, l'armée fut mécontente de se voir réduire à un symbole.

En résumé, dans les mois précédents le putsch du 30 septembre 1991, nous avons eu un président en conflit avec un groupe social et l'institution la plus puissante du pays. Un président qui s'est fait beaucoup d'ennemis. Mais un président qui préférerait défendre les intérêts de la masse populaire plutôt que celle de la bourgeoisie. Une bourgeoisie mécontente des mesures sociales et économiques. Une armée frustrée contre une réforme nécessaire à sa survie. Une réforme qui donnerait peut être un sens à son existence. »

23 ans après le coup d'Etat militaire, le samedi 27 septembre dernier, une quinzaine de policiers certains d'entre eux cagoulés ont été placés en face des barrières d'entrée de la résidence de l'ex-président sur le boulevard 15 octobre à Tabarre, dans un projet fomenté par le pouvoir tètkaïe et des traîtres du mouvement Lavalas. La nouvelle est tombée, en moins de 2 heures de temps des milliers de personnes se sont rendues à Tabarre, manifestant leurs mécontentements à l'endroit des cinquièmes colonnes, des traîtres, de monsieur Martelly et du juge Lamarre Bélizaire qui accepte d'accomplir cette sale tâche. Ce mouvement de solidarité se transforma en manifestation anti-Martelly sur le boulevard du 15 Octobre reliant Tabarre à Pétiou-Ville, construit au retour du président Aristide le 15 Octobre 1994.

« Nous sommes ici pour apporter notre solidarité au président Aristide persécuté par Martelly et ses bandits légaux. Nous exigeons le départ de Martelly. Il refuse d'organiser les élections, il a libéré les kidnappeurs du gang dirigé par Clifford Brandt et les dealers de drogue. Il a voulu assassiner le président Aristide. S'il veut assassiner le président Aristide, il devra tuer près de 10 mille Haïtiens. Nous sommes là pour assurer la protection de notre président. Regardons ici en face de nous, en une fraction de seconde, des milliers de personnes se sont précipités à venir ici pour protéger le président, » ont déclaré des supporters du président Aristide.

A l'occasion du 23e anniversaire du Coup d'Etat criminel, sanglant du 30 septembre 1991, ce mardi 30 septembre 2014, des centaines de milliers de personnes ont participé à une grande manifestation pacifique qui s'est déroulée à Port-Au-Prince. Il était environ 11 heures quand la manifestation a démarré devant l'église Saint-Jean Bosco, les manifestants ont sillonné les rues de la Saline avant d'emprunter la route de Delmas. La Police a barricadé toutes les routes qui auraient permis aux manifestants de se diriger vers la route de l'aéroport pour se rendre à Tabarre où se trouve la résidence du président Aristide, qui était la destination des manifestants. Ils furent obligés de longer la route de Delmas. Arrivés à Delmas 33, ils se dirigèrent vers Tabarre en direction de la résidence du président Aristide. Au niveau du carrefour Fleuriot, des cordons de la Police leur ont empêché l'accès devant la maison du Dr Aristide. Suite à la résistance des manifestants, les policiers ont fait usage de gaz lacrymogène et de l'eau grattée pour disperser la foule. C'était la même chose par devant la maison du président Aristide où des centaines de manifestants s'étaient établis. Vaudré Abellard, membre de la Fondation 30 septembre de Lovinsky Pierre Antoine, l'un des manifestants, avait inhalé du gaz lacrymogène; des élèves, des résidents de la zone ont également été victimes de la brutalité des policiers. Cette situation paralysa toutes les activités de la zone.

Thomas Péralte

Copyright © 2014 Global Research